

L'emploi informel au Maroc

Caractéristiques, dynamique et formes d'adaptation aux risques

Introduction

Les activités dites informelles occupent la majorité des actifs dans les villes des pays en développement. Depuis longtemps, les travaux ont montré qu'elles dispensent des qualifications sur le tas, génèrent des revenus et interviennent dans les modes de consommation (Hugon, 1977 et 1990 ; Lautier, 1994 ; Lubell, 1991). Elles produisent des biens et services pour les urbains dans l'impossibilité de se procurer les marchandises du secteur moderne et d'accéder aux services ou aux formes de redistribution étatique (santé, indemnisation du chômage) et concernent des branches vitales pour la satisfaction des besoins des populations à faibles revenus tels que l'alimentation, le logement, l'habillement, le transport. La crise et le programme d'ajustement structurel (PAS), en sus d'autres déterminants, ont accéléré les déséquilibres et les pressions qui s'exercent sur le marché du travail, se traduisant ainsi par de nouveaux ajustements sur celui-ci, tout en amplifiant la régulation par l'informel.

Après quelques précisions d'ordre conceptuel et un rapide survol du contexte et des causes de la montée des activités informelles au Maroc, seront explicitées les formes d'adaptation mises en œuvre sur le marché du travail.

**Rajaa Mejjati
Alami**

(rajamejjati@hotmail.fr)

1. L'emploi informel : contexte et tendances

1.1. Des réalités diverses

L'économie informelle recouvre des réalités très diverses du marché de l'emploi (emplois dans les petites entreprises individuelles, emplois précaires des grandes entreprises), les formes de production souterraines (qui se cachent pour échapper délibérément à la réglementation) l'économie illégale (contrebande, narco-trafic, contrefaçon), les activités exercées par les ménages. Elle recouvre aussi les activités du secteur informel qui font l'objet du présent article. Dans ce cas, ces activités ne transgressent pas délibérément la réglementation. Soit elles sont tolérées par les pouvoirs publics, soit elles ignorent l'existence de la réglementation étatique et opèrent au grand jour, même quand elles ne sont pas enregistrées.

Il faut également faire une distinction entre secteur informel et emploi informel. Selon la conférence des statisticiens du travail (BIT, 1993a et b), l'emploi informel se définit par les caractéristiques de l'emploi occupé, en l'occurrence le non-enregistrement, l'absence de contrat ou l'absence de protection sociale (emplois non protégés) ; et le secteur informel (défini par les caractéristiques de l'unité économique dans laquelle travaille la personne) est considéré comme une de ses composantes. Autrement dit, on peut trouver l'emploi informel y compris dans les grandes unités les plus structurées.

S'il n'existe pas de définition claire à propos de cette notion et si les débats ont opposé pendant longtemps sociologues et économiste sur ce qui distingue le formel de l'informel, un consensus se dégage sur un certain nombre de traits dominants des activités du secteur informel : leur faible niveau d'organisation, leur fonctionnement à petite échelle et, de manière spécifique, une faible division entre le travail et le capital, la faiblesse, voire la quasi-absence du salariat. Les relations de travail sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, familial ou les relations personnelles et sociales plutôt que sur des accords contractuels. Le marché informel est considéré comme un recours pour se procurer du travail hors du circuit officiel pour les migrants, les rejetés du système scolaire, les femmes et les enfants. Ce qui le spécifie, c'est l'emploi indépendant, des formations sur le tas, des salaires irréguliers, une absence de protection sociale et de législation de travail.

1.2. Quelques traits dominants

L'estimation de l'emploi dit informel au Maroc est très délicate (1) (Charmes 2003). On s'accorde pour reconnaître qu'il aurait connu une véritable prolifération car son évolution a été beaucoup plus rapide (6,9 %) que celle de l'emploi dans le secteur moderne (3,3 %). Celui-ci occupe 39 % de l'emploi non agricole (Direction de la Statistique, 2003). Il s'agit de l'emploi au sein des micro-entreprises ne disposant pas de comptabilité et non du travail précaire dans les unités structurées.

Le secteur informel est dominant dans la sphère urbaine (71,6 % des unités). Sont principalement concernées certaines branches d'activité dans les secteurs employant une main-d'œuvre essentiellement non salariée (alimentaire, textile, cuir, bois, travail des métaux, construction, réparation de véhicules et d'articles personnels, commerce de détail...). Les micro-entreprises de commerce (notamment ambulant) dominent, suivies de l'industrie (confection, cordonnerie...), des services et du bâtiment. Près de la moitié des unités informelles ne disposent pas de local, et 11,1 % exercent leur activité à domicile. La répartition géographique fait apparaître que la région Tanger-Tétouan, Doukkala, Meknès, Fès, l'Oriental sont des pôles de concentration, relativement aux régions de Casablanca, Rabat Salé et Taza El Hoceima.

(1) Deux méthodes essentielles peuvent être envisagées : la méthode indirecte qui consiste à examiner la dégradation qu'a connue au cours des dernières décennies le marché du travail : baisse du salariat protégé et montée de formes atypiques et vulnérables d'emploi ; la méthode directe qui s'appuie sur les enquêtes réalisées auprès des micro-entreprises.

Les liens sont plus ou moins étroits entre les unités formelles et les unités informelles. Certaines activités sont le sous-produit de la grande industrie (réparation télé, auto, machines à coudre...) alors que d'autres tirent partie uniquement des matières premières locales, notamment pour les produits alimentaires. Le travail informel se concentre dans les activités commerciales et de réparation (91,2 % de l'ensemble des emplois offerts) et beaucoup moins dans les activités de production.

Les activités du secteur informel mobilisent essentiellement des jeunes, des femmes, des diplômés peu scolarisés et des déscolarisés. L'essentiel de la formation est dispensé à partir d'un apprentissage sur le tas, soit au sein de l'unité-même soit dans une autre unité de l'informel, en tous cas à l'extérieur du système officiel et des centres de formation. Le rapport salarial ne constitue pas la forme dominante de mise au travail et ne revêt pas la forme classique qu'on lui connaît.

1.3. les tendances lourdes

La montée des activités informelles est la conséquence de la migration, de l'urbanisation, de la crise de l'emploi officiel, de la montée du chômage, de l'incapacité de l'Etat à réguler l'activité économique, de la faiblesse du cadre réglementaire et de la défaillance du système éducatif. Les politiques d'ajustement structurel et la montée la pauvreté ont par ailleurs accéléré ce processus.

– La migration de la campagne vers la ville et le mouvement d'urbanisation ont été sans précédent au Maroc à partir milieu des années 1970. En dépit d'un ralentissement du taux de croissance démographique observé ces toute dernières années, celui-ci demeure l'un des plus forts du monde (3 % par an). Les migrants provenant des régions avoisinantes et qui se sont installés dans les villes ont créé leur activité sur place ou à proximité, dans les bidonvilles et dans les médinas.

– Une faible salarisation de la population active par l'économie formelle et la situation sinistrée sur le marché du travail. Sur ce dernier, l'observation met en évidence une réduction de la demande de travail, un essor de la précarité de l'emploi, une extension de l'offre de travail des ménages et une poussée du chômage. Dans les entreprises du secteur publiques et privé, l'emploi non seulement régresse mais il se précarise par l'extension de la part du salariat non permanent. L'augmentation de la pluri-activité, qui est une combinaison d'une activité non déclarée et d'une activité déclarée, se précise. Dans le même sens, on assiste à un gel de l'emploi dans l'administration. Le tout dans un contexte où la population active s'est accrue sous l'effet de l'accroissement démographique et de l'urbanisation amplifiée. C'est ainsi que la population active occupée augmente de 3,75 % par an entre 1989 et 1996, tandis que le chômage s'accroît deux fois plus vite (soit environ 7,5 % par an) entre 1990 et 1996. Dans la sphère urbaine, le chômage s'élève à 20 % en 2002.

– *La mise en œuvre du Programme d'ajustement structurel* (1983-1993) a eu pour résultat une baisse du taux de croissance (4,4 % en moyenne 1980-1989) qui s'est accentuée au cours de la décennie 1990 (2,7 % en moyenne 1990-1999). La réduction des dépenses publiques, le désengagement de l'État, la compression de ses activités dans les domaines sociaux et une affectation des ressources en faveur du secteur privé ont engendré des coûts sociaux dont les manifestations les plus évidentes sont la montée du chômage, de l'emploi informel, la compression des revenus salariaux, la régression des niveaux de vie de certaines catégories urbaines et une forte dégradation des conditions de la main-d'œuvre (montée du travail des femmes et des enfants). Par ailleurs, le PAS a ouvert une brèche dans les processus distributifs traditionnels (Mahieu 1990).

La montée de la pauvreté. En moins de dix ans, la pauvreté a augmenté dans des proportions alarmantes (Banque mondiale, 2001, DS, 1999) et deux millions de personnes supplémentaires ont basculé sous le seuil de la pauvreté entre 1991 et 1998. L'incidence de la pauvreté est passée de 13 % en 1991 à 19 % en 1998, ce qui classe le Maroc à la 112^e position à l'échelle de l'indicateur du développement humain (l'IDH). La pauvreté affecte les déjà pauvres et prioritairement les ruraux (six pauvres sur dix), les femmes, les enfants de même que les travailleurs du secteur informel. La pauvreté s'explique largement par la dynamique du marché du travail, dans un pays où la protection sociale est faible et où le recours au marché du travail demeure la seule manière de se procurer des revenus.

– *Une dynamique de « salarisation restreinte » et de « fixation restreinte » dans le salariat.* Contrairement aux pays du Nord, la salarisation n'est pas un processus irréversible, et le rapport salarial de type fordiste ne peut rendre compte des régulations sur le marché du travail. Le régime d'accumulation (2), de par sa nature, se révèle dans l'incapacité de développer et de généraliser le rapport salarial. La faiblesse des rapports salariaux s'explique certes par des mécanismes de régulation propres aux pays en développement, mais elle est imputable aussi aux formes de régulation endogènes.

C'est dans ce contexte qu'ont proliféré des activités de services, de production et de commerce. Parmi elles, les micro-entreprises et l'artisanat contribuent à la revitalisation du tissu économique et social local. Elles constituent une réponse aux phénomènes d'exclusion économique et sociale permettant à des couches de la population de vivre ou de survivre. Ceux qui ne trouvent pas ou pas assez d'emplois doivent chercher et inventer ailleurs que dans le secteur moderne d'autres formes d'occupation.

2. Les formes d'adaptation sur le marché du travail

Dans le contexte précédemment décrit, les acteurs de l'informel adoptent des pratiques d'adaptations innovantes (3), en initiant de nouvelles formes de mise au travail ou en réinventant les anciens rapports sociaux comme

(2) L'incapacité de l'industrialisation à développer le rapport salarial, la dichotomie entre norme de production et norme de consommation, la faible socialisation étatique de la force de travail, la faiblesse des effectifs affiliés à la sécurité sociale font que le rapport salarial ne peut s'approfondir d'une manière significative. Voir Mejjati Alami (1994).

(3) Ces pratiques innovantes ne se limitent pas au marché du travail. Elles concernent aussi les pratiques de financement face à l'impossible accès au crédit officiel et les pratiques sur le marché des biens et services.

formes de défense face à une logique économique qu'ils ne maîtrisent pas. Il y a une forte résistance des logiques familiales, collectives et non marchandes, qui se redéploient. Celle-ci peuvent être codifiées par des règles anciennes et insérées dans des institutions. Elles déterminent les stratégies de mise au travail dans un contexte instable et permettent plus généralement de comprendre le comportement vis-à-vis du « marché du travail ». Ces stratégies d'adaptation peuvent également, pour les unes, s'appuyer sur l'invention de formes hybrides ou sur des pratiques relevant de stratégies de survie, pour les autres, relever de stratégies « régressives » telles que la mise au travail des femmes et des enfants (micro-commerce des rues, exploitation sexuelle, travaux dangereux) et l'émigration clandestine (Mejjati, 2002).

Les pratiques d'adaptation aux risques ne se limitent pas aux formes de mises au travail à travers des statuts complexes, elles concernent également les modalités de recrutement, les modalités de rémunération, les règles qui définissent les conditions et les relations de travail et de rémunération. Les relations non salariales qui en dérivent renvoient pour les acteurs aux ressorts de la solidarité, à des stratégies de minimisation des risques et des logiques des droits et devoirs mais aussi à des rapports de pouvoirs, de dépendance générationnelle et de genre.

2.2. Des stratégies complexes

Une des caractéristiques essentielles du secteur informel est la faiblesse des actifs travaillant sous le statut de salariés : 16,8 % seulement de la main-d'œuvre est occupée sous ce statut. Non seulement le salariat est faible, mais il ne revêt pas la forme classique qu'on lui connaît. À côté de ces catégories se retrouvent des actifs travaillant sous le statut de travailleurs familiaux et de travailleur(se)s à domicile ou sous des statuts complexes réinventés ou réappropriés.

Dans un contexte de chute de l'emploi officiel, de risque et d'incertitude, les acteurs mettent en place une diversité de formes de mise au travail qui varient selon la position des individus dans la hiérarchie du travail, selon les stratégies familiales de recherche de complément de revenus... Les principales sont les suivantes.

La dynamique du secteur informel révèle, en effet, une montée des *travailleurs indépendants et de l'auto-emploi* qui demeure une composante essentielle du travail informel. C'est ainsi que 69 % des actifs occupés sont des indépendants ou travaillent à compte propre (Direction de la Statistique, 2003). Le recours à l'auto-emploi ou au travail indépendant, souvent lié à un impératif de survie, constitue une composante non négligeable des nouvelles formes d'activité. Celle-ci peut prendre des formes nouvelles et présenter des caractéristiques qui peuvent être autonomes, dépendantes ou associées à d'autres formes de production. Elle peut être exercée d'une manière permanente ou irrégulière et touche généralement

les ménages pauvres exposés à l'irrégularité des revenus. Cette forme de mise au travail s'explique par la prolifération des unités de petite taille mobilisant une seule personne (70,5 % de l'ensemble des unités), alors que les unités de quatre personnes et plus ne représentent que 4,8 % des entreprises du secteur. L'auto-emploi est dominant essentiellement dans le commerce et les services.

Les associations temporaires. Ces types d'emploi semblent plutôt être liés à des stratégies de minimisation des risques dans un univers aléatoire et incertain. En effet, le travail indépendant peut se présenter également sous la forme de petites associations de deux ou trois personnes travaillant ensemble. Regroupant parfois plusieurs indépendants dans le même local, ces unités sont également les plus vulnérables. Assez fréquemment, l'entrée dans l'activité se présente comme un coup d'essai qui peut déboucher, en cas de difficultés, sur la cessation ou le développement d'une autre activité exercée parallèlement. Cette forme de mise au travail n'est sanctionnée par aucun contrat écrit mais elle s'appuie sur les rapports de confiance. Ce qui la singularise en tant que pratique innovante, c'est qu'elle reproduit les formes d'organisation du travail qui se développent autour de la terre dans l'agriculture de subsistance où chaque associé apporte un des éléments nécessaires à la production. Le critère de partage et minimisation des risques est déterminant. Ce type d'insertion dans les activités informelles ne peut se comprendre que par le processus de paupérisation des agents. Il demeure une étape transitoire avant de s'installer à compte propre.

– *La pluri-activité.* Elle joue un rôle fondamental dans les stratégies collectives adoptées par les ménages et les individus dans la recherche d'opportunités de revenus monétaires (Adair, 2003 ; Mejjati, 1994). C'est un moyen de palier la faiblesse et la baisse des revenus obtenus dans l'activité ou l'emploi principal. Il s'agit d'un phénomène relativement récent, difficilement quantifiable et qui ne concerne pas uniquement les acteurs du secteur informel. Il concerne tout autant certains salariés des grandes entreprises et certaines catégories de la fonction publique qui s'insèrent dans les activités informelles en sus de leur activité principale, à la recherche de complément de revenus. Il faut signaler à ce propos que l'une des incidences majeures du PAS a été la dégradation des revenus des catégories moyenne de la fonction publique.

– *La réappropriation du statut de « sanaa ».* Le « sanaa » était une forme de mise au travail présente essentiellement dans l'artisanat, qui se rapproche davantage du compagnonnage de type européen. Existant dans l'artisanat traditionnel, ce statut a été réapproprié par la quasi-majorité des micro-entreprises informelles de production et de services. Il s'agit d'un ouvrier qui a en principe achevé sa période d'apprentissage. Il peut parfois se rapprocher plus du statut de l'apprenti que du salariat. En raison de l'instabilité et de l'incertitude des débouchés, le mode principal des rémunérations est à la pièce ou à la tâche.

2.3. Le travail des femmes et des enfants : des adaptations régressives

La mise au travail des femmes et des enfants au Maroc est indissociable de la montée de la pauvreté et du secteur informel. Comme examiné plus haut, celle-ci affecte les déjà pauvres et prioritairement les ruraux (six pauvres sur dix), les femmes, les enfants de moins de quinze ans et les travailleurs du secteur informel. Selon les contraintes vécues par les ménages, c'est par la mobilisation et l'intensification du travail de la main-d'œuvre familiale que s'opèrent les stratégies d'adaptation sur le marché » du travail. Le recours à la main-d'œuvre familiale se fait auprès des femmes ou/et des enfants peu rémunérés.

Le travail des femmes

Selon l'enquête emploi 2000 (Direction de la Statistique, 2003), les femmes représentent 12,7 % des emplois occupées dans le secteur informel. La participation des femmes dans ce secteur est loin d'être négligeable, mais comme dans de nombreux pays en développement (même les pays industrialisés), il est sous-estimé par les statistiques officielles. L'activité des femmes souvent à domicile, cachée ou peu visible, est d'appréhension délicate et donc ne fait pas l'objet de dénombrement. Il faut ajouter que du point de vue culturel leurs activités ne sont pas valorisées comme des activités économiques en tant que telles.

Les mécanismes d'insertion dans le marché du travail ne sont pas toujours, pour les femmes, la résultante de décisions individuelles. Ils s'inscrivent dans le cadre de stratégies familiales plus complexes d'acquisition des revenus ou/et des qualifications (Mejjati, 2002). Ces stratégies s'opèrent pour les femmes à travers le travail à domicile, dans les services domestiques, en tant qu'aides familiales, travailleuses indépendantes ou sous forme d'une main-d'œuvre occasionnelle circulant entre pôle formel et pôle informel, comme c'est le cas des travailleuses de la confection effectuant un travail saisonnier.

Le travail à domicile est le lieu de polarisation des femmes (activités artisanales, broderie, couture...) non occupé par les hommes, favorisé par une demande en concordance avec les pratiques sociales. Qui dit travail à domicile au Maroc pense femmes. Le travail se déroule à l'extérieur de l'unité qui l'emploie et est essentiellement intermittent, puisqu'il dépend non seulement des commandes mais du temps consacré aux travaux ménagers. Le domicile, espace traditionnellement non marchand, devient aussi un lieu de travail marchand, ambivalence qui explique le caractère extrêmement précaire de cette forme de mise au travail. Temps et espace domestique se confondent avec temps et espace de travail. C'est pourquoi le travail à domicile est considéré non comme une activité mais comme un moyen d'obtenir un revenu supplémentaire. Le travail à domicile des femmes semble se redéployer avec vigueur dans un contexte de crise de l'emploi : broderie, couture, petite confection sont le fait de femmes citadines et de femmes rurales migrantes ou des fillettes.

(4) Par aide familiale, on se réfère à toute personne active occupée qui travaille dans un ou plusieurs établissements pour le compte d'un membre de sa famille ou de son ménage sans contrepartie, à condition qu'elle réside chez la personne pour qui elle travaille (DS).

(5) Selon l'enquête emploi 2000, près de 600 000 enfants âgés de 7-14 ans, soit 11 % de ce groupe d'âge travaillent, chiffre qui sous estime la réalité « dans la mesure où les enquêtes des ménages comme LFS 2000 ne conviennent pas pour « saisir » les soit-disant pires formes inconditionnelles du travail de l'enfant » « UCW 2003 ».

(6) Relativement aux autres catégories, leur proportion a connu une avancée significative. Entre 1986 et 1990, leur accroissement moyen annuel est estimé à 12 %, cependant que l'emploi total en milieu urbain n'a pas dépassé les 5 %. et que celui des travailleurs à domicile s'est situé aux environs de 7 % par an. Banque Mondiale (1993).

Les femmes sont également mobilisées en tant qu'aides familiales (4). 53,5 % des femmes actives sont aides familiales, contre 22,4 % pour les hommes avec des proportions encore plus significatives en milieu rural où elles sont mises à contribution dans l'artisanat les travaux de la laine, la poterie, la vannerie. Le recours à cette main-d'œuvre s'avère d'autant plus fonctionnel que cette main-d'œuvre est quasi gratuite, sans charges sociales, disponible. Les aides familiales se distinguent par le caractère non marchand de la relation de travail et, par conséquent, la quasi gratuité de cette main-d'œuvre.

Enfin, les femmes sont fortement présentes dans les activités de services domestiques et dans le micro-commerce où elles interviennent comme le maillon le plus vulnérable de la chaîne commerciale des produits de contrebande (tissus, produits alimentaires) qu'elles transportent depuis la zone Nord. En somme, c'est le secteur informel qui devient le réceptacle privilégié pour les femmes qui montrent ainsi une certaine capacité à créer leur propre emploi en acceptant les conditions les plus précaires à travers des formes d'emploi vulnérables.

Le travail des enfants

En dépit d'une pratique ancienne, à travers le système de l'apprentissage, la mise au travail des membres jeunes a connu une évolution beaucoup plus marquée et avec un contenu nouveau, durant les années 1980 et 1990. Les enfants travaillant dans le secteur informel sont difficiles à dénombrer (5), car encore plus invisibles que les femmes (surtout quand il s'agit de fillettes travaillant comme petite bonne à domicile). Mais les données mettent en lumière un accroissement notable des apprentis et des aides familiaux au cours de la décennie 1980 (6). Le dysfonctionnement du système éducatif, la chute des dépenses d'éducation, la pauvreté des ménages dans le milieu rural parallèlement à une croissance démographique non maîtrisée ont entraîné dans les années 1980 une chute des taux de scolarisation des enfants dans le primaire et des déperditions qui se poursuivent, ce qui s'est nécessairement répercuté sur la mise au travail des enfants.

Dans les zones urbaines, les enfants sont mobilisés dans l'artisanat traditionnel (dinanderie, travail du cuir, poterie...) dans les services (mécanique auto...), le micro-commerce de rue (petits porteurs, cireurs, laveurs de voiture, vendeurs de mouchoirs, de sacs en plastique...) ou les activités domestiques (petites bonnes), activités souvent dangereuses et portant atteinte à leur santé et sécurité (Banque mondiale, BIT/IPEC, UNICEF 2002). La mise au travail de cette catégorie s'insère dans une stratégie de minimisation des risques que supposerait l'interruption des flux de revenus des ménages conséquence de la perte éventuelle d'un emploi par un membre de la famille. Dès lors, l'apprentissage sur le tas, qui assurait traditionnellement une fonction économique (source de main-d'œuvre pour les unités) et un rôle social (formation, socialisation des jeunes), change

de nature et de contenu. Il est de plus en plus un mode de gestion de la main-d'œuvre à un moindre coût et devient en fait plus apparent que réel.

2.4. Les réseaux hors marché de recrutement

Le recrutement de la main-d'œuvre dans le secteur informel passe pour l'essentiel par des réseaux hors marché. C'est ainsi que 66,8 % des micro-entrepreneurs ont recours à l'entourage familial, par l'intermédiaires des connaissances et réseau amicaux (Enquête 2000). En effet, la mobilisation des aides familiaux et des apprentis relève moins de la logique marchande que de mécanismes de recrutement hors marché. Elle est basée sur des contacts personnels des appartenances familiales ou de groupes qui utilisent des normes et des valeurs sociales concrètes.

Toutefois et de plus en plus, d'autres pratiques se mettent en place. Le recrutement peut relever de la simple survie et s'adresser à des segments spécifiques, tels que les femmes, les enfants ou le « Mokef » (lieu plus ou moins organisé par métiers, alimenté au jour le jour par les travailleurs qui se tiennent debout dans l'attente d'un recrutement).

2.5. La nature et les formes de rémunération

Globalement, la rémunération est irrégulière, compte tenu du caractère discontinu de la production, et peut même être inexistante en cas d'absence de commande. Elle ne correspond qu'aux périodes effectives de travail. Dans le cas d'un paiement monétaire, celui-ci se fait par avances successives à déduire du salaire afin de conserver l'apprenti. Les formes dominantes de rémunération sont à la pièce, à la tâche ou au jour le jour. Elles constituent un accommodement face au caractère aléatoire et à la faible solvabilité de la clientèle. Il existe par ailleurs des règles connues et acceptées de tous, qui fixent le niveau et les formes de rémunération et ceci même en l'absence de législation de travail. Des formes de mobilisation morale se substituent aux procédures. Car dans le cadre de la personnalisation des relations de travail, qui traverse les activités informelles, la nécessité de se conformer à un code de bonne conduite envers les salariés s'impose face au risque de s'exposer socialement.

2.6. Les règles qui définissent les conditions et les relations de travail

Celles-ci relèvent également de stratégies régressives. Au sein des activités informelles, les relations de travail, quand elles existent, ne sont pas soumises aux règles qui régissent le système de régulation marchand (droit du travail, salaire minimum, contrat de travail, protection sociale...). Le salariat qui impose en principe ces règles est insignifiant lorsque l'auto-emploi est dominant. La grande majorité des micro-unités "échappent" en effet aux normes de codification "légales", ce qui se manifeste, par exemple, par l'absence de comptabilité et d'enregistrement sur les registres du commerce, le non-paiement des taxes. Par ailleurs, le fonctionnement irrégulier des

micro-unités, les menaces de fermeture face à la concurrence et l'inadaptation de la législation du travail (de type européen) aux pratiques du milieu signifient qu'en signant un contrat salarial, c'est la logique de l'unité et sa reproduction qui sont menacées. Un simple contrat verbal est en vigueur entre partenaires.

Néanmoins, il n'y a pas absence totale de respect des règles étatiques. Certaines réglementations sont respectées, d'autres ne le sont pas, comme ceci peut arriver également dans le secteur formel. Les normes dominantes peuvent être appliquées ou contournées, réadaptées, réajustées. Les activités informelles dans un contexte instable peuvent s'appuyer sur des pratiques coutumières, des règles propres qui s'imposent selon des habitudes. Ensuite, elles peuvent tout simplement ignorer la réglementation étatique ou encore faire l'objet de tolérance de la part des pouvoirs publics.

En conséquence, la logique économique marchande en tant que logique autonome ne peut régir à elle seule les rapports sociaux qui restent en partie soumis à des régulations normatives et institutionnelles. Il existe donc des formes institutionnelles à côté des structures reconnues qui déterminent les relations entre stratégies des acteurs et tendances globales. Les réseaux familiaux et collectifs hors marché sont souvent réactivés et structurent l'insertion des migrants dans la ville, interviennent dans le recrutement, la gestion et les statuts de la main-d'œuvre. Dans un contexte de crise, il conviendrait d'y voir des formes de résistance à la paupérisation. Le marché du travail informel est un marché "institué" (Polanyi, 1972), dans la mesure où la régulation par le marché n'est pas exclusive. Les régulations passent aussi par des règles sociales, des normes institutionnalisées, des réseaux non marchands liés à des stratégies de groupes. Travail et hors travail ne sont pas dissociés. Le travail informel ou le marché du travail sont le lieu d'entrecroisement entre l'économique, le culturel, le social qui constituent les différentes sphères de socialisation des acteurs.

Conclusion

Dans un contexte marqué par des instabilités, des « risques et incertitudes », les acteurs peuvent se réapproprier les rapports sociaux anciens, composer avec les dynamiques exogènes, les rejeter ou les endogénéiser (Hugon et al., 1993), en « instituant » différentes formes de production, de consommation, d'échange des biens et services et différentes formes de mise au travail. Comprendre ces formes d'adaptation, ces stratégies de vie ou de survie, c'est aussi tenir compte de l'épaisseur des sociétés et non élever l'action de l'individu en paradigme. Ces « innovations » sont des gammes d'initiatives différentes et complexes qui ne peuvent se comprendre qu'en interaction avec le contexte. Il ne faut donc pas, dans tous les cas, surestimer ces pratiques ni considérer qu'elles peuvent constituer dans toutes les situations une alternative. On ne peut considérer comme pratiques innovantes celles qui recourent à la mise au travail des enfants sous prétexte

d'apprentissage dans des conditions dangereuses, comme on le constate dans de nombreuses activités (dinanderie, chaussure, mécanique). Le travail des femmes dans des conditions les plus invisibles ou les plus précaires ne peut davantage constituer une forme d'adaptation innovante. Il y a, certes, ingéniosité, il y a parfois innovation, mais, dans certains cas, il s'agit d'innovations régressives.

Il est probable que les atouts du secteur informel sont les mécanismes d'adaptation aux mutations économiques dont il dispose en période de crise : flexibilité, ajustement des effectifs et des rémunérations de la main-d'œuvre, réduction des marges bénéficiaires, mobilisation de la main-d'œuvre familiale et des apprentis non ou peu rémunérés... Néanmoins, ce mouvement est à double tranchant. Si, dans le cas de certaines entreprises, il permet de contrecarrer les effets de la dégradation économique, dans le cas d'autres entreprises, il crée de nouvelles formes d'exclusion et de pauvreté avec des poches plus informelles, où les actifs sont plus faiblement rémunérés, comme ceci est le cas des enfants et des femmes et de nombreux travailleurs de l'auto-emploi, des apprentis, des aides familiales.

Enfin, il ne s'agit ni de condamner ni d'approuver les pratiques à l'œuvre mais le propos consiste davantage à comprendre un « ensemble complexe de pratiques sociales » d'adaptation en se démarquant « du populisme idéologique... qui a une vision enchantée des savoirs populaires », qui idéalise systématiquement les capacités des peuples, que ce soit en leur autonomie ou leurs résistances (De Sardan, 2001).

Références bibliographiques

- Adair P. (2003), « L'économie informelle au Maghreb : une perspective comparatiste », Colloque l'Economie informelle au Maroc Evaluation, articulation avec le secteur formel et modes de financement, Université Hassan II, Ain Chock-Casablanca, 17-18 avril.
- Banque mondiale (2001) et Royaume du Maroc, *Mise à jour de la pauvreté*, volume I, rapport principal.
- Banque mondiale (1995), *Evaluation sociale de la sauvegarde de la médina de Fès : composante activités économiques*.
- Banque mondiale (1993), *Kingdom of Morocco, Poverty, adjustment, et growth*, Annexe IV, july.
- BIT, (1993a), *Statistiques de l'emploi dans le secteur informel*, Rapport pour la XV^e Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève 19-28 janvier, BIT.
- BIT (1993 b), *Rapport de la conférence*, Rapport pour la XV^e Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève 19-28 janvier, BIT.
- Charmes J. (2003), « Progrès récents et lacunes persistantes dans la mesure de l'économie informelle », Colloque "L'économie informelle au Maroc évaluation, articulation avec le secteur formel et modes de financement", Université Hassan II, Ain Chock-Casablanca, 17-18 avril.

- Chevallier A. et D.Kessler (1989), « Economie en développement et défis démographiques, Algérie, Egypte, Maroc, Tunisie », *La Documentation française : notes et études documentaires*, n° 4878.
- De Sardan J.P.O. (2001), « Les trois approches en anthropologie du développement », *Revue tiers-monde* n° 168, octobre décembre.
- Direction de la Statistique, PNUD, UNIFEM, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie de l'Ouest (ESCSA), 2003, *Activité économique, vulnérabilité à la pauvreté et inégalité entre hommes et femmes*, Rabat.
- Direction de la Statistique (2003), *Enquête nationale sur le secteur informel non agricole 1999-2000*, Ministère de la Prévision économique et du Plan, Rabat.
- Direction de la Statistique (1988), *Enquête nationale sur les entreprises non structurées localisées (milieu urbain)*, Rabat.
- Direction de la Statistique (1998), *Activités emploi et chômage, Rapport de synthèse*, Rabat.
- Direction de la Statistique (1999), *Enquête nationale sur les niveaux de vie des ménages*, Rabat.
- Direction de la Statistique (1998), *Condition socio-économique de la femme au Maroc. Enquête nationale sur le budget temps des femmes*, Rapport de synthèse, Rabat.
- EDESA (1998), *Enquête sur le secteur informel localisé en milieu urbain*, rapport de synthèse, Ministère du Développement social, de la solidarité, de l'emploi et de la formation professionnelle, mars.
- Hugon P. (1997), *La petite production marchande et l'emploi dans le secteur informel : le cas africain*, Université Paris I, IEDES.
- Hugon P., Pourcet G. S. Quiers-Valette (1993), *Risques, instabilités, incertitudes en Afrique*, Cahiers de GEMDEV, n°19, Paris.
- Lautier B. (1994), *L'Economie informelle dans le Tiers Monde*, La Découverte, Paris.
- Lubell, H. (1991), *Le secteur informel dans les années 80 et 90*, OCDE, Centre de Développement, Paris.
- Mahieu F.R. (1990), *Les fondements de la crise économique en Afrique*, Paris, l'Harmattan.
- Mejjati Alami R. (2006), « Le secteur informel au Maroc 1956-2004 », *50 ans de développement humain et perspectives 2025*, Rabat.
- Mejjati Alami R. (2006), « Femmes et marché du travail au Maroc », *Année du Maghreb 2004*, t.1, Paris, CNRS Editions.
- Mejjati Alami R. (2002), « La Pauvreté des femmes sur le marché du travail au Maroc », *Revue de Droit et d'économie*, n° 19, Fès.
- Mejjati Alami R. (2001), *Le travail des enfants au Maroc : approche socio-économique*, Child Labour Initiative in Morocco, Projet UCW, Unicef - Banque mondiale - BIT/IPEC.
- Mejjati Alami R. (2001), « Etat, marché et micro-entreprises », dans A. Sedjari (dir.), *Quel Etat pour le 20^e siècle ?*, l'Harmattan-Gret, Paris.
- Mejjati Alami R. (2000), « L'ajustement structurel et la dynamique de l'emploi informel au Maroc », *Critique économique*, n° 2, été 2000, Rabat.
- Mejjati, Alami R. (1994), *Le secteur informel urbain dans les pays sous-développés : rationalités et organisations à partir d'une approche socio-économique de la petite confection à Fès*. Thèse de doctorat de sociologie, département de sociologie, UQAM.
- Polanyi K. (1972), *La grande transformation*, La Découverte, Paris.